

ÉVALUATIONS : C'EST TOUJOURS NON !

L'année dernière, les évaluations de CM2 et de CE1 ont provoqué une indignation générale. A la fois pour des raisons qui tiennent à la nature de l'épreuve, pour la confusion entre bilan et diagnostic qu'elle aggrave, pour ses questions sur une partie du programme non étudiée, des items non adaptés aux cursus général des élèves, le codage binaire des réponses, l'impossibilité de renseigner à partir de ce test sur les compétences réelles des élèves, et bien sûr le caractère ultra sélectif de certains items et du temps accordé.

A cause aussi du but avoué par la Direction des écoles : 'être le moyen de vérifier la bonne application des « nouveaux programmes » dont personne ne veut, et de servir de critère pour la mise en place de l'aide personnalisée, alors que justement la forme du test ne permet pas de comprendre d'où viennent les difficultés rencontrées par les élèves.

Et puis pour des raisons plus essentielles qui tiennent à la fonction que les évaluations jouent dans la politique gouvernementale; le fait qu'elles soient sans cesse présentées de manière hégémonique et contraignante comme « outil de mesure par les résultats pour gouverner ».

Ces critiques émanant des enseignants, comme des parents d'élèves, ont donné lieu à de nombreuses tentatives pour empêcher leur mise en place : boycott, refus de faire passer certains items, refus de faire remonter les résultats, confiscation des livrets d'évaluation par des parents d'élèves, grève des enseignants concernés le jour de passation de ces « examens ». Toutes ces stratégies ont été largement freinées par la timidité du soutien des centrales syndicales et par les pressions exercées par les inspecteurs sur les enseignants récalcitrants mais souvent isolés.

En de nombreux endroits, les résultats ont malgré tout été faussés ou ne sont pas remontés, ce qui n'a pas empêché les inspections de les mettre en avant pour valoriser ou menacer certaines écoles et obliger les RASED à en faire leur principal outil d'analyse et de fonctionnement.

Les critiques qui ont été faites l'année dernière sont toujours d'actualité dans la mesure où le ministère compte renouveler l'expérience telle quelle.

De toute façon, la justification générale de toute évaluation depuis 89, et qui est de nouveau avancée par Darcos de « mesurer objectivement les acquis des élèves », n'est plus en fait qu'une vague incantation rituelle dépourvue de toute réalité, un simple alibi pour ce qui est une opération de pouvoir, de disqualification, de gestion autoritaire de ce que doit devenir l'école soumise à la culture du résultat, la mesure de la performance, le classement et la comparaison, l'assignation à des normes de réussite, tant pour les élèves que les enseignants et les établissements.

Les conditions de passation largement détournées, adaptées, hétérogènes, la diversité des formes de remontée des résultats, 22 % officiels de non remise des livrets, les pressions et menaces sur certains IEN pour carrément trafiquer les résultats, le fait que l'administration ait voulu à tout prix les utiliser malgré leur peu de fiabilité et leur non sens montre bien que l'objectif affiché de « mesurer les acquis » n'est qu'un prétexte, et que l'objectif est bien ailleurs.

Dans l'ensemble de la fonction publique, l'évaluation des personnels devient un outil de contrôle et de gestion essentiel, et il serait étonnant que l'Éducation nationale échappe à cette logique.

Ces évaluations nationales de masse sont amenées à être un

des instruments privilégiés d'un fonctionnement au mérite (classement des écoles puis des enseignants), et d'une politique d'économies et de surveillance. A terme, l'objectif visé est de mettre au pas les enseignants afin de revenir aux fondamentaux d'une école française dont nous ne voulons plus : produire de la différenciation, sélectionner, trier, orienter, reproduire les inégalités sociales et reléguer le plus grand nombre, tous les « inaptés » à la discipline scolaire.

C'est pour cela que nous pensons que tous les enseignants doivent manifester leur refus de mettre en place ces évaluations. Et seule la grève peut empêcher concrètement leur mise en place et éviter les pressions individuelles exercées sur les enseignants de CM2 et de CE1. De plus la grève est toujours l'occasion de débats entre enseignants et avec les parents, pour qu'ensemble nous puissions à nouveau nous autoriser à réfléchir à l'école que nous voulons et à celle que nous refusons.

Nous proposons aussi que les retraits de salaires soient, comme cela a été le cas pour ceux qui ont refusé la mise en place de l'aide personnalisée ou le fichier Base Élève, pris en charge par la solidarité. Nous devons créer des caisses de grèves alimentées par des événements festifs et des appels à dons cela a largement fait ses preuves l'année dernière.

Il faut construire une résistance collective, pour continuer à refuser ce qui nous semble contraire à l'intérêt des élèves et à nos intérêts de travailleurs. Soyons tous en grève les jours des évaluations. Donnons nous les moyens de la solidarité financière. Créons le débat autour de notre école, avec tous ceux qui sont concernés par son avenir.

UDAS, CNT, CAH, Collectif "désobéisseurs" parisien.